



Khaled ISSA

Plus de huit mois de soulèvement populaire en Syrie, plus de quatre mille morts, des milliers de blessés et de disparus, d'innombrables arrestations et des réfugiés dans les pays limitrophes. Les pressions et les sanctions se multiplient. D'autres s'annoncent tous les jours de la part des puissances occidentales et arabes. Les protestataires continuent de défier le régime du président Bachar ALASSAD. Mais ce dernier tient encore solidement en mains les commandes de l'appareil répressif, et paraît loin de faire des concessions démocratiques fondamentales au peuple syrien.

Lorsque le président Bachar ALASSAD, hérite du pouvoir après le décès de son père en 2000, il se retrouve à la tête d'une équipe qui gère le pays grâce à un ensemble de structures sécuritaires et affairistes, à la tête desquelles se trouvent essentiellement les proches partenaires de son père lors de son coup d'Etat de 1970. Ils sont majoritairement alaouites, et ils s'appuient sur des alliances formées par des réseaux clientélistes. Le maintien au pouvoir du régime est essentiellement à ses capacités de répression, à la redistribution du pouvoir par la cooptation, à la répartition des richesses par la corruption, et aux capacités d'intervention de la Syrie dans les sphères géopolitiques limitrophes qui lui assurent une protection régionale et internationale.

Affaibli par des changements d'ordre régional et international, à partir de 2001, et surtout après 2003, et atteint par les effets en retour pervers de ses actions régionales, le régime syrien a été poussé à mettre fin, en 2005, à son protectorat au Liban. Il s'est retrouvé isolé au niveau international.

Néanmoins, Bachar ALASSAD a pu compter sur son allié de toujours, l'Iran, sur les forces armées du Hizbollah au Sud du Liban, sur le Mouvement islamiste palestinien (HAMAS), ainsi que sur ses réseaux jihadistes opérant en Irak. Ces cartes ont permis au régime syrien de se présenter encore une fois comme un acteur incontournable pour le règlement de certains dossiers dans la région. C'est ce qui explique pourquoi le président français Nicolas Sarkozy, en quête d'un rôle plus actif au Moyen Orient, a tendu la perche à son homologue syrien et l'a aidé à normaliser ses relations avec l'Occident. Il attendait en retour une collaboration positive de la Syrie sur le dossier libanais. Les Egyptiens, les Saoudiens et les Qataris n'ont pas cessé, de leur côté, de faire appel aux bons offices du régime syrien sur les dossiers du Liban et de la

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

Palestine. De leur côté, les dirigeants irakiens ont été obligés de souffler le chaud et le froid avec les autorités syriennes pour obtenir qu'elles cessent leur soutien aux terroristes arabes et musulmans qui cherchaient à entraver le processus de pacification et de stabilisation de la vie politique en Irak.

Le président syrien, prenant à contre-pied la politique de son père, accepte de collaborer étroitement avec les Turcs sur le dossier kurde. En contrepartie, la Turquie s'engage à favoriser une paix négociée avec Israël et une réconciliation avec les Occidentaux.

Jusqu'au printemps 2011, certains observateurs considéraient que l'équilibre régional, d'une part, et la configuration ethnographique de la Syrie, d'autre part, mettraient le régime de ce pays à l'abri des bouleversements qui affectaient au même moment les régimes tunisien, égyptien, yéménite et libyen.

La Syrie est un pays de 24 million d'habitants, d'une superficie totale de 185 180Km², dont 60 000km² de terres exploitées. La recette publique en 2010 dépassait à peine 11 milliards de dollars US, dont la moitié provenait des ressources pétrolières. La mauvaise gestion des affaires publiques, les mauvaises conditions climatiques des dernières années, l'insuffisance des subventions arabes ou étrangères, la distribution inégale des crédits dans les diverses régions, contraignaient plus de 30% de la population à vivre au-dessous du seuil de pauvreté. Ce pourcentage est encore plus élevé dans la région Nord-est du pays.

La Syrie est marquée par une forte vulnérabilité nationale. Les élites arabes qui se sont succédé au pouvoir ne sont pas parvenues à forger une cohésion nationale. Leurs références idéologiques, en général panarabe ou panislamique, n'étaient d'ailleurs pas favorables à la création d'un Etat nation à l'occidentale. Leurs pratiques politiques se fondaient sur des structures infranationales, tel que l'appartenance confessionnelle, ethnique, régionaliste ou clanique. C'est à partir de ces appartenances que les alliances se nouaient, dans le but de conquérir ou de maintenir le pouvoir politique.

Au niveau confessionnel, la communauté alaouite (15% de la population), occupe la majeure partie du littoral, surtout dans la chaîne montagneuse qui porte le nom de cette communauté. Mais cette dernière est elle-même divisée en tribus et en sectes concurrentes, voire hostiles. Le territoire de cette communauté est circonscrit par la mer, à l'Ouest, et par trois zones à majorité sunnite : au Nord, la frontière avec la Turquie ; au Sud, la frontière avec le Liban ; à l'Est, la vallée de l'Oronte.

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

Quant à la communauté chrétienne, suite à une immigration constante, elle ne forme plus que 8% environ de la population. Elle est dispersée géographiquement entre plusieurs villes et régions du pays. Elle se subdivise en plusieurs églises et ethnies.

Le Sud du pays est marqué par la présence de la communauté druze, 4% de la population. Elle occupe la zone montagneuse du Sud du pays, qui couvre presque la moitié des frontières avec la Jordanie. Les Druzes de Syrie sont séparés de ceux d'Israël par le plateau du Hauran, une enclave à majorité sunnite.

La petite communauté ismaélite, 1% de la population, dans le gouvernorat de Hama, fragilise la cohésion de la communauté arabe sunnite de la Ma'moura (Syrie intérieure : Damas, Homs, Hama, et Alep).

Au niveau ethnolinguistique, la communauté kurde, qui regroupe près de 15% de la population syrienne, est majoritaire sur la presque totalité de la zone frontalière avec la Turquie. Ils constituent le premier groupe ethnique non arabe en Syrie et posent de ce fait un défi au caractère « arabe » de la Syrie.

A part les Assyro-chaldéens, qui habitent une trentaine de villages dans la région de la Jazireh et qui ont des revendications politiques et culturelles, aucun des autres groupes non arabes, comme les Arméniens, les Tcherkesse, ou les Turcomans, ne forme une entité homogène dans un espace géographique déterminé.

La majorité de la population syrienne est arabe sunnite. Elle tient les grandes villes de la Syrie intérieure, moins de la moitié des frontières avec la Jordanie, la majeure partie des frontières avec le Liban et l'Irak, et une petite partie des frontières avec la Turquie. Les Arabes sunnites appartiennent à différentes écoles juridiques (madhab) et se rattachent à divers courants de pensées. S'ajoutant aux appartenances régionales et tribales, ils constituent autant de variables qui affectent le comportement politique des diverses fractions de cette communauté.

La configuration complexe de la population syrienne explique bien d'aspects de la stratégie menée par le régime, et les postions des personnalités et formations de l'opposition, ainsi que

la politique et les actions des puissances régionales.

Les spécificités des zones rebelles

Contrairement aux prévisions de la majorité des observateurs, qu'il s'agisse de Syriens ou d'étrangers, qu'ils soient fidèles ou hostiles au régime, la rébellion ne s'est pas déclenchée dans les régions kurdes situées au Nord du pays, sur la frontière avec la Turquie. Traumatisés par les atrocités et la répression sanglante menée par le régime, et frustrés par l'indifférence de l'opposition arabe lors de leur soulèvement de 2004, les Kurdes ont réfléchi à deux fois et se sont abstenus à prendre l'initiative avant les Arabes. Les autorités avaient d'ailleurs pris les précautions nécessaires pour faire face à toute tentative de rébellion de la part des Kurdes. Des bédouins avaient ainsi été mobilisés, armés, financés et préparés psychologiquement par Mohammed Saïd Bakhitan, secrétaire régional adjoint et ancien directeur du Bureau de la Sécurité National du Parti Baath, à mener une guerre au nom de « la mission sacrée de la nation arabe ».

Le régime n'avait pas pris suffisamment en compte la fragilité de la population du Hauran, une petite enclave arabe sunnite coincée entre le Jebel Druze, à l'Est, la frontière avec la Jordanie, au sud, et le Golan et Israël, à l'Ouest.

Mis à part les facteurs d'ordre général, comme le mécontentement populaire, la corruption, et la diffusion des informations par les moyens modernes de communication, qui ont favorisé l'éclatement du soulèvement en Syrie, on peut trouver des particularités propres à chacune des régions touchées par ce phénomène.

Dar'a. La rébellion s'est d'abord déclenchée à Dar'a, dans la région du Hauran. Pourtant, ce gouvernorat, situé à une centaine de kilomètres de Damas et peuplé de moins d'un million d'habitants pour une superficie de 3730 km², était depuis longtemps considéré comme l'un des bastions privilégiés du pouvoir central. Plusieurs dignitaires du parti Baath, des officiers supérieurs et des hauts responsables de l'administration étaient, et sont toujours, originaires de ce gouvernorat.

En réalité, les cadres du Hauran qui figurent dans l'équipe au pouvoir, comme le vice président Farouk Al Chareh, n'arrivaient plus à garantir aux habitants de cette région les mêmes services

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

et avantages que ceux dont ils bénéficiaient à l'époque du premier ministre Mahmoud Al Zou'bi, suicidé ou assassiné selon les versions, le 21 mai 2000.

La position frontalière avec la Jordanie, pays où des manifestants islamistes étaient déjà dans les rues, et la persistance de l'esprit tribal dans cette région, sont autant de facteurs qui ont favorisé la rébellion, née en réaction à l'arrestation d'écoliers ayant crié des slogans hostiles au régime. Ni le gouverneur local, Fayçal Kalthoum, un ismaélien, ni le chef local des services de renseignements, Atef Najib, un cousin de Bachar Al Assad, n'ont été capables d'évaluer la gravité des circonstances. Leur attitude malveillante a été l'étincelle d'un processus de contestation qui n'a pas encore pris fin. La continuité et l'extension de la rébellion dans l'ensemble du pays sont dues, au moins en partie, à l'intervention militaire contre les manifestants, et au nombre élevé de victimes qu'elle a provoqué dans ce gouvernorat.

Un autre foyer sunnite, **Banyas**, se joint à la contestation. Située à 250 km de Damas, dans le gouvernorat de Tartous, et peuplée de quelque 42 000 habitants, la ville est le bastion d'Abdulhalim Khaddam, ex-vice président de la République, qui vit depuis fin 2005 en exil à Paris. Mais cette contestation est rapidement étouffée par une intervention militaire, au prix de nombreuses victimes.

Situé à 335 km au Nord de Damas, **Idlib** est le centre d'un gouvernorat d'une superficie de 6100 km², peuplé de 1 400 000 habitants. La domination de l'islam sunnite, sa position géopolitique, au Nord-Ouest du pays, sur la frontière turque, et l'existence d'une petite minorité turkmène y favorisent la dissidence. Elle est encouragée par les dirigeants islamistes turcs. Ces derniers, au pouvoir depuis 2003, abritent et soutiennent la direction syrienne des Frères Musulmans. Plusieurs localités de ce gouvernorat se soulèvent, mais l'armée réduit les rebelles, et mène de violentes opérations à Jisr Al Choughour, une commune de 42 000 habitants dont une dizaine de milliers sont toujours réfugiés en Turquie.

Ville natale de la belle-famille de Bachar Al Assad, et située à 162 km au Nord de Damas, **Homs** est au centre géographique du pays. Elle est le siège d'un gouvernorat de 40 910 km² (soit quatre fois la superficie du Liban) dont 92,6% sont désertiques, et abrite 1 686 000 habitants, à majorité sunnite. Mais, avec la présence de fortes communautés alaouites et chrétiennes et celle de réfugiés palestiniens, le tissu démographique y est assez complexe. De surcroît, la solidarité tribale est encore vivace parmi la population de ce gouvernorat, qui s'étend sur la majeure partie du désert syrien et atteint les frontières avec l'Irak, avec la Jordanie, et avec le Liban. C'est l'assassinat de membres d'une tribu qui a permis à la contestation d'y prendre de l'ampleur. Actuellement, Homs est l'un des bastions de l'opposition. Des affrontements armés

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

se déroulent actuellement à Rastan, une commune de 60 000 habitants, ville natale du général Moustafa Tlass, dans deux quartiers de la ville de Homs, et surtout dans la région qui rejoint, à l'Ouest, les zones sunnite du sud de Tartous et celles du nord du Liban. Vue sa position stratégique, et grâce à sa vaste superficie, ce gouvernorat pourrait devenir le centre militaire de la rébellion.

Située à 209 km au Nord de Damas, **Hama** est le siège d'un gouvernorat de 10 190 km², qui accueille un million et demi d'habitants, en majorité sunnites conservateurs. Il abrite aussi des minorités chrétienne et ismaélienne. Cette dernière communauté est forte de 100 000 âmes, pour la plupart regroupées à Salamīyah. La ville de Hama, bastion des Frères Musulmans, s'est soulevée contre le pouvoir, et a été réprimée violemment à deux reprises sous le règne du parti Baath, en 1964 et en 1982.

Der-Ezor, ville de la belle-famille du Maher ALASSAD, frère du président syrien, à 691 Km. au Nord-est de Damas, est le centre administratif d'un département de 33060 km² à 94,4 % désertique, et de 1 128 000 habitants. Installés sur les rives de l'Euphrate, à la frontière avec l'Irak, les Deïris sont en majorité des arabes sunnites. Ils sont très attachés à leur appartenance tribale, qui leur assure protection et solidarité. La majorité d'entre eux entretiennent des relations avec divers gouvernorats irakiens. Ce sont les autorités françaises, par la force des armes et grâce à leur aviation, qui ont maintenu ce département en 1921 dans les frontières de la Syrie. Les autorités syriennes ont toujours disposé de clients parmi les Deïris, auxquels elles ont offert des fonctions ministériels et d'autres postes de responsabilité. Mais un sentiment d'hostilité à l'égard du pouvoir syrien y prédomine malgré tout. C'est à la suite de l'arrestation de chefs tribaux que la contestation et les affrontements violents ont gagné les trois principales agglomérations de ce gouvernorat, Deïr-Ezor, Mayadin et Al Bou Kamal.

Depuis le règne de Hafez Al Assad, **Damas**, la capitale, est tenue par les milieux d'affaires partenaires des dignitaires au pouvoir. La ville même reste relativement calme. Cependant, des banlieues de taille importante sont entrées en dissidence, telles que Douma (120 000 habitants), Daraya (76 000), et Al Tall (60 000). Toutes ces banlieues sont à majorité arabe sunnite, et dépendent du gouvernorat de Damas campagne.

A Damas comme à Alep, des étudiants manifestent dans les **Cités Universitaires**. On pense que les meneurs de ces manifestations sont des étudiants originaires d'autres régions du pays, notamment des zones où se déroulent des affrontements armés.

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

Les Kurdes, au nombre de plus de 3 000 000, forment, au Nord du pays, la majorité démographique sur presque la totalité de la zone frontalière avec la Turquie (845 km). Une partie de la frontière avec l'Irak (près de 100 Km) est également à majorité kurde. Le territoire dans lequel prédominent les Kurdes s'élève à plus de 30 000 km². En font partie plusieurs agglomérations urbaines, entre la ville d'Afrin, à 400 km au Nord d'Alep, et celle de Dérîk, à 1060 km. Deux grands quartiers kurdes existent à Alep, un quartier à Damas et un autre dans l'une de ses banlieues.

Les Kurdes, qui vivent en Syrie depuis l'incorporation de leur région à l'Etat syrien par les accords franco-turcs de 1921, 1926, et 1929, sont toujours considérés comme des pièces rapportées dans la République Arabe Syrienne. Depuis la création de cet Etat, les gouvernements successifs n'ont jamais reconnu l'identité nationale de cette communauté. Une partie de Kurdes ont été, en 1962, déchus de la nationalité syrienne. Au nom du socialisme arabe et de la politique d'arabisation, des paysans kurdes ont été chassés de leurs exploitations agricoles pour céder le terrain à des Bédouins, transférés d'autres régions. Les cadres kurdes ont été exclus des affaires publiques. L'enseignement de la langue et de la culture kurdes est interdit. Dans les régions kurdes qui sont, en Syrie, les plus riches en ressources pétrolières et agricoles, le taux de pauvreté est le plus élevé du pays.

Les nationalistes kurdes n'ont pas cessé de revendiquer le droit à l'égalité avec les autres citoyens. Ils ont contribué à la lutte pour la démocratie en Syrie. Mais le sentiment d'hostilité ou la méfiance à l'égard des Kurdes est généralisé dans les milieux politiques arabes syriens. Lors du soulèvement kurde de 2004, les Kurdes ont été abandonnés seuls à leur sort, face à l'appareil de répression de l'Etat.

Au début de la révolution en cours, alors que des centaines de Kurdes se trouvaient parmi les prisonniers politiques, les dirigeants kurdes, regroupés dans une dizaine d'organisations, ont décidé de ne pas prendre le risque d'exposer une nouvelle fois leurs régions à la répression. Néanmoins, ils n'ont pas manqué d'encourager la jeunesse kurde à rejoindre la jeunesse syrienne dans son mouvement de protestation. Sous le poids de la rébellion, Bachar ALASSAD a finalement accepté de rendre la nationalité à ceux à qui elle avait été retirée il y a une quarantaine d'années. Mais la nationalité n'est pas le seul droit revendiqué par les Kurdes, C'est à une autonomie qu'ils aspirent.

L'emplacement des régions kurdes, située sur les frontières de la Syrie avec plusieurs de ses voisins, oblige les autorités comme les dirigeants kurdes à prévenir tout affrontement armé. D'autant que les deux parties ont, dans les circonstances actuelles, un adversaire politique commun : la Turquie. Si les manifestations sont parfois suivies d'arrestations, le sang ne coule

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

pas encore dans les régions kurdes. L'assassinat de Mich'al Tamo par des inconnus, et celui de deux autres manifestants, y sont restés des exceptions. Les dirigeants kurdes en Syrie, tout en prenant en compte leurs alliances avec les Kurdes d'Irak et de Turquie, pèsent avec une grande prudence leurs actions. Le régime syrien, la Turquie et certains de ses alliés dans l'opposition syrienne, tentent par tous les moyens de réduire l'influence du mouvement national kurde.

Les zones et communautés immobiles

Deux zones géographiques restent presque totalement en marge de la révolution, celle des Alaouites et celle des Druzes. Les deux zones sont montagneuses.

Les trois communautés de confession musulmane de rites dissidents, les Alaouites, les Druzes et les Ismaéliens, sont en général restés fidèles au régime de Bachar Al Assad. Ces communautés, qui avaient jadis été persécutées par les autorités sunnites, craignent sérieusement le renversement d'un régime qui leur assure l'accès aux affaires publiques, et surtout garantit leur protection.

Le cas des **Alaouites** est le plus facile à comprendre. Bachar Al Assad, comme les plus hauts responsables de l'appareil militaire et des services de sécurité, est de confession alaouite. Un grand nombre d'Alaouites ont profité du régime pour faire fortune. Ceux qui n'ont pas eu cette chance et ne font pas partie des privilégiés hésitent malgré tout à entrer en dissidence, attendant d'être rassurés sur l'alternative au régime actuel. Pour le moment, les Alaouites, même ceux qui n'appartiennent ni à la tribu du président ni à ses rites et obédiences, n'ont massivement pas manifesté ouvertement leur contestation.

Pour les **Druzes**, concentrés autour de la ville de Soueïda, à 124 km au Sud de Damas, leur participation au pouvoir s'est réduite, à partir de 1967, suite à la tentative du coup d'état de Salim Hatoum. Mais, actuellement, ils n'ont pas à se plaindre du niveau de leur représentation dans l'administration. Qui plus est, pour garantir la tranquillité et le calme de la montagne druze, le président peut compter sur ses bonnes relations avec les Druzes du Liban et ceux d'Israël.

Les Ismaéliens, en contact direct avec le bastion des islamistes situé à Hama, se sont toujours manifestés en faveur d'une alliance avec les Alaouites. Leur chef suprême, l'Agha Khan,

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

bénéficie de rapports privilégiés avec le président syrien. Il lui a apporté son soutien avant et après le déclenchement de la rébellion à Dar'a, qui était alors gouvernée par un Ismaélien.

La communauté chrétienne, quant à elle, divisée en plusieurs ethnies et églises, est généralement mal perçue par les Islamistes. Pour ne pas subir la persécution et s'assurer une protection, ses cadres et dignitaires religieux essaient de négocier des transactions avec le pouvoir syrien, qui se prétend laïc. Les Catholiques syriens sont traditionnellement francophiles, tandis que les Orthodoxes sont russophiles. Faute d'une opposition laïque digne de confiance, les Chrétiens préfèrent camper sur leurs positions.

Damas, ville de 1 700 000 habitants, capitale du pays, est une ville commerçante et industrielle à dominance arabe sunnite. Mais elle devient de plus en plus hétérogène. Hafez Al Assad y avait tissé de très bonnes relations de partenariat ou de dépendance avec les milieux d'affaires et dignitaires religieux, en contrepartie de leur immobilisme pendant les événements insurrectionnels des années 1978 à 1982. Bachar Al Assad continue à pratiquer la même politique.

Alep, à 355 km au Nord de Damas, ville de 1 800 000 habitants, est également à majorité arabe sunnite. Elle compte un quartier chrétien et deux quartiers kurdes. Elle est dominée par les milieux d'affaires fidèles à la fois au régime et aux Turcs. Toutes ces parties ont intérêt à préserver le calme qui règne actuellement dans la ville. A part de petits groupes dispersés de manifestants, et les régions limitrophes avec la Turquie, Alep, surtout le centre ville reste à l'écart du mouvement contestataire.

Les deux quartiers kurdes sont tenus par les nationalistes kurdes. Ils ne sont pas prêts, eux non plus, à provoquer des affrontements armés dans la ville. Les Frères Musulmans y disposent d'une influence. Mais ils sont tenus de suivre les consignes de leur protecteur, l'Etat-major turc.

Dans l'histoire syrienne, à chaque fois qu'Alep s'est soulevé, le pouvoir est tombé à Damas. Si les principaux acteurs n'ont pas encore décidé de bouger dans cette ville, c'est que toutes les conditions de renversement du régime ne sont pas réunies.

Les puissances régionales

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

La Syrie est entourée de cinq pays, un Etat juif (Israël), un pays musulman (la Turquie), et trois pays arabes (l'Irak, la Jordanie et le Liban), avec des frontières internationales de 2413 km de long au total.

Israël, au Sud-Ouest de la Syrie, est situé à 67 km de Damas. Depuis 1948, ce pays est théoriquement en état de guerre avec la Syrie. Cette dernière revendique la rétrocession du plateau de Golan pour la conclusion d'un traité de paix et la normalisation de ses relations avec Israël. Trois guerres ont jadis opposé les deux pays, mais les 74 km de frontière qui les séparent sont calmes depuis plus de trente cinq ans.

Avec le déclenchement de la rébellion, les dirigeants israéliens se sont inquiétés de la sécurité de leurs frontières communes avec la Syrie. Avec le Liban aussi. La détérioration des relations avec la Turquie, et l'influence accrue de ce dernier pays sur les opposants syriens rend le dossier encore plus préoccupant pour les stratèges de l'Etat hébreu.

Les Israéliens disposent de trois moyens d'action, les Druzes du Golan, les groupes de pression en occident, et leurs alliés arabes, comme les services égyptiens et qataris.

Dans un premier temps, les Israéliens ont discrètement mené une politique de soutien au régime, au prix de changements négociés. Mais, déçus par l'inflexibilité des dirigeants syriens, ils travaillent désormais sur deux lignes : l'accompagnement de l'opposition, pour préparer l'après Al Assad, et la réactivation de leurs relations avec les Etats arabes amis, afin de réduire l'influence turque dans le règlement de la question syrienne.

Les frontières avec Israël ne forment que 3,1 % des frontières internationales de la Syrie. Mais elles ont une importance géopolitique considérable. Le régime syrien ne cesse de menacer de se livrer à une fuite en avant. Faute d'alternative, il pourrait déclencher des hostilités militaires sur ses frontières avec Israël.

La Turquie, pays musulman sunnite, avec lequel la Syrie a 845 km de frontières communes, soit 35 % des frontières internationales de la Syrie. Alliée aux Etats Unis et membre de l'OTAN, mais bloquée aux portes de l'Europe, la Turquie s'oriente vers les pays arabo-musulmans.

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

Bachar ALASSAD, affaibli et isolé, a saisi cette occasion pour entamer avec elle une collaboration. Les Turcs sont facilement parvenus à dominer le pouvoir syrien. On n'évoque plus la question d'Alexandrette, jadis revendiquée par les Syriens. Des centaines de Kurdes syriens ont été arrêtés et emprisonnés en Syrie, à la demande des Turcs. Le marché syrien a été envahi par les marchandises turques. Entre 2006 et 2010, les exportations turques vers la Syrie ont été multipliées par trois, alors que les exportations syriennes en direction de la Turquie ont été réduites de moitié. Les 51 accords de coopération signés entre les deux pays ont instauré une libre circulation des biens et des personnes. Ils ont surtout dévoilé à l'Etat-major turque la fragilité de l'ensemble des structures du régime syrien. Les islamistes turcs au pouvoir à Ankara cherchent à imposer au régime syrien les Frères Musulmans ou à les faire participer au pouvoir.

La Turquie dispose, comme moyens d'action, de son influence religieuse, culturelle et économique, et d'un réseau d'espionnage installé dans les services administratifs et militaires. Elle peut compter aussi sur l'organisation des Frères Musulmans, inconditionnelle alliée du Parti de l'AKP au pouvoir en Turquie.

Cependant, pour des raisons historiques, une grande partie des Syriens, gardent une mauvaise image des Turcs. Ils leur reprochent notamment d'avoir annexé la région d'Alexandrette, de réduire la part syrienne des eaux de l'Euphrate et du Tigre. La courte collaboration du régime avec la Turquie n'a pu améliorer cette image ni dans les communautés non musulmanes, ni parmi les musulmans non sunnites, ni chez les nationalistes arabes. L'antipathie des Kurdes à l'égard des Turcs s'est d'ailleurs accentuée pendant cette période.

Dès le début de la rébellion, la Turquie a pris ses distances avec le régime de Bachar Al Assad. Elle soutient les Frères Musulmans dans la mobilisation de l'opposition contre le régime syrien. Elle incite les manifestants contre le régime syrien, tout en négociant avec ce dernier pour obtenir des concessions en faveur des islamistes syriens. La Turquie reçoit des réfugiés syriens fuyant les atrocités de l'armée, pour les utiliser par la suite comme monnaie d'échange. Afin d'assurer la dominance de ses alliés et de faire pression sur Bachar Al Assad, elle abrite sous son patronage et finance de multiples réunions de l'opposition syrienne.

L'Irak, pays avec lequel la Syrie a 596 km de frontières communes, qui représentent 24,7 % des frontières internationales syriennes. Coincés entre la pression de l'Iran, alliée du régime syrien, celle de la Turquie, adversaire de ce régime, et soucieux de respecter le fragile équilibre communautaire entre Kurdes, Sunnites et Chiites, les dirigeants irakiens ont adopté une position très prudente, presque hésitante, dans le dossier syrien. Le gouvernement central affiche un timide soutien à l'égard du régime de Damas. Il refuse d'accueillir des réfugiés ou des dissidents syriens

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

Les Kurdes irakiens, qui ont une influence sur une grande partie des nationalistes kurdes syriens, ne font pas exception. Ils n'interviennent pas efficacement dans le dossier syrien. Leurs alliés kurdes en Syrie mènent la même politique de prudence.

La Jordanie, pays arabe sunnite, avec lequel la Syrie a 356 km de frontières communes, représentant 14,8 % de ses frontières internationales, se trouve dans une situation délicate. Ce pays fragilisé par le mouvement de la contestation islamiste, et disposant de peu de moyens d'action, a une position plus que prudente à l'égard des événements en Syrie. Mis à part un nombre limité de réfugiés et de blessés reçus sur son territoire, la monarchie hachémite n'entreprend pas d'action concrète dans le dossier syrien. D'autant plus que la rébellion s'est déclenchée sur ses frontières, et qu'un risque de contagion n'est pas à écarter. Le régime syrien ne cesse de mettre en demeure ce pays dont les moyens militaires sont limités.

Le Liban, un petit pays d'à peine de plus de 10 000 km², avec lequel la Syrie partage 359 km de frontières communes, est composé de multiples communautés ethnico-religieuses. Il est actuellement dirigé par un gouvernement fidèle au régime syrien, qui regroupe des Druzes, des Chiïtes et une majorité de Chrétiens. Ce gouvernement et ses composantes interviennent par tous les moyens diplomatiques, médiatiques voir militaires, en faveur du régime. Néanmoins, les Sunnites libanais et une minorité de Chrétiens sont hostiles au régime. La zone à majorité sunnite, dominée par la famille Hariri est ses alliés, est limitrophe du gouvernorat de Homs, le centre de la tension en Syrie. Les dirigeants sunnites alliés de Hariri soutiennent ouvertement l'opposition syrienne par la propagande, et en recevant des réfugiés de la zone syrienne limitrophe.

A part les Syriens et leurs alliés iraniens, l'influence des Saoudiens, des Egyptiens et des Qataris pèse sur l'échiquier politique au Liban.

L'Égypte, grand pays arabe, a comme la Syrie des frontières communes avec l'État hébreu. L'Égypte et la Syrie ont une longue histoire commune, mais souvent conflictuelle.

Différents dossiers opposent les deux pays, notamment les relations avec Israël, et le dossier palestinien.

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

L’Egypte, contraire à la Syrie, a signé la paix avec Israël. La Syrie soutenait traditionnellement, avant la rébellion, le mouvement palestinien Hamas, alors que l’Egypte soutenait traditionnellement le mouvement Fatah. Les deux pays ont, depuis la guerre de 1973, eu des stratégies différentes dans le dossier israélo-palestinien.

Au Liban, l’Egypte soutient, avec les Saoudiens, les Sunnites et leurs alliés. La Syrie y soutient, avec l’Iran, les Chiïtes et leurs alliés.

Les moyens d’action dont disposent actuellement les Egyptiens, sont, en Syrie, les Frères Musulmans et d’autres intellectuels syriens.

L’Arabie Saoudite, pays arabe et sunnite, prétendant au leadership du monde arabo-sunnite, n’a pas de frontière commune avec la Syrie. La monarchie saoudienne se trouve à l’opposé du régime syrien, au moins sur trois dossiers régionaux. Dans le dossier palestinien, elle soutient le Fatah tandis que la Syrie soutenait le Hamas. Au Liban, elle soutient les Sunnites, alors que la Syrie soutient essentiellement les Chiïtes. La Syrie soutient également les actions diplomatiques de l’Iran et s’oppose à la politique des Saoudien en Irak et au Yémen.

La Syrie peut utiliser, comme moyen d’action, contre les Saoudiens, son influence auprès des Chiïte en Arabie Saoudite, dans les pays du Golfe et au Yémen.

Les Saoudiens, de leur côté, peuvent compter à l’intérieure de la Syrie sur Les bédouins, les grandes familles des grandes villes syriennes, et sur une capacité de financement de l’opposition sunnite. Les relations entretenues avec les deux ex-vice-présidents dissidents, Rif’at Al Assad et Abdulhalim Khaddam, offrent un moyen d’action supplémentaire au gardien des lieux saints des Sunnites, le Roi saoudien.

Le Qatar, un petit pays arabe sunnite, n’a pas davantage de frontière commune avec la Syrie. C’est un Etat ambitieux, avide d’influence, aspirant à une sorte de leadership sur le monde arabe. Il dispose de moyens d’action qui dépassent largement sa taille. La chaîne de télévision Al Jazeera, par la diffusion satellite de l’information, est un instrument incontournable d’orientation de l’opinion et de mobilisation du public arabe. Du fait de ses capacités de financement, le Qatar dispose également d’un vaste réseau d’intellectuels à travers le monde arabe. Il dispose également de points d’appui au Liban et en Palestine, et il peut mettre à profit ses possibilités de négociation avec l’Iran et Israël.

Les enjeux géopolitiques de la révolution syrienne

Écrit par Administrator

Vendredi, 06 Janvier 2012 10:58 - Mis à jour Vendredi, 06 Janvier 2012 11:08

L'Iran, pays chiite non arabe, est le premier allié politique de la Syrie. Il n'a pas non plus de frontière commune avec ce dernier pays. Il joue toutefois un rôle très important dans son destin.

La politique de l'Iran converge avec celle du régime syrien sur les dossiers libanais, palestinien et yéménite. Les deux pays ont la même politique stratégique. Ainsi, l'Iran peut utiliser ses relations avec les puissances régionales, comme le Liban, l'Irak ou la Turquie, et avec les puissances internationales, comme la Russie et la Chine, pour la défense de son allié syrien.

La Russie, membre influent du Conseil de Sécurité de l'ONU et alliée de la Syrie pendant la guerre froide, veille bien à défendre la base maritime qui lui a été concédée en Syrie. Elle constitue sa seule présence militaire au Moyen-Orient. Elle lui permet d'y freiner l'influence occidentale et d'y préserver son marché d'armement.

La Russie bénéficie de la sympathie d'un réseau d'officiers formés par ses écoles militaires, et de la sympathie de la petite communauté orthodoxe dont elle est traditionnellement protectrice. Tous les hommes politiques syriens prennent en compte le fait que la Russie est le premier fournisseur d'arme et de munition pour la Syrie. Les relations économiques de la Russie avec l'Iran et la Turquie rendent plus important son rôle dans la question syrienne.

La Chine, membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'une zone franche dans la banlieue de Damas. Partenaire économique privilégié de l'Iran, et soucieuse de réduire la présence occidentale au Moyen Orient, la Chine mène une politique en harmonie avec ses propres intérêts et ceux de ses alliés.

En conclusion, les développements politiques en Syrie sont conditionnés par les divers composants de ses structures communautaires et étatiques. Ils sont également conditionnés par les interventions et les transactions d'acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux. La rébellion, à elle toute seule, n'arrive pas à renverser le pouvoir en place. Ce dernier n'arrive plus à réduire la rébellion à néant. Une intervention, arabe et/ou étrangère, s'impose pour le renversement du régime syrien. Cette intervention, son calendrier, ses modalités et moyens, dépendront en grande partie de la possibilité ou de l'impossibilité d'aboutir à un compromis entre les puissances régionales et internationales.